



ARRÊTÉ

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Direction
des Affaires Locales

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg ;
- VU la demande présentée le 14 septembre 1992 par la SCEA La Ville Poissin, en vue de :
- 1°) la régularisation administrative à HENANBIHEN, au lieu-dit "La Ville Poissin" (section YE n°s 1, 4, 81, 82, 126, 127), d'un élevage existant de 4 332 porcs de plus de 30 kg avec un post-sevrage de 1 920 places,
- 2°) la création d'une unité de traitement de lisier de porcs par dénitrification (traitement biologique DENITRAL, traitement physico-chimique ALCLAR),
- installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux d'HENANBIHEN du 23 novembre 1992, RUCA du 7 décembre 1992, PLEBOULLE du 30 octobre 1992, LANDEBIA du 27 novembre 1992, SAINT-POTAN du 17 novembre 1992, PLEDELIAC du 22 décembre 1992, LA BOUILLIE du 30 octobre 1992 ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, émis respectivement les 22 décembre 1992, 31 décembre 1992, 10 novembre 1992 ainsi que celui du Sous-Préfet de DINAN en date du 3 novembre 1992 ;
- VU les rapports favorables de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date des 1er mars et 5 avril 1993 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 26 mars 1993 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er - La SCEA de La Ville Poissin, sise à HENANBIHEN, au lieu-dit "La Ville Poissin", est autorisée à exploiter à cette adresse (section YE n°s 1, 4, 81, 82, 126, 127), conformément aux plans annexés à la demande :

1°) un élevage de 4 332 porcs de plus de 30 kg dont les bâtiments à régulariser sont situés à moins de 100 mètres d'un tiers et comprenant :

3 580 places engraissement,
566 places gestantes-verraterie,
138 places maternité
48 places quarantaine

avec un post-sevrage de 1 920 places ;

2°) la mise en service, **avant le 31 décembre 1993 délai de rigueur**, d'une unité de traitement des lisiers par dénitrification (traitement biologique DENITRAL),

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, rubriques n°s 58-2° et 167 de la nomenclature, sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 - Les Inspecteurs des installations classées dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Les analyses réalisées à partir des prélèvements effectués par ces agents au cours de contrôles inopinés sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 - Un canal de comptage permettant des prélèvements aux fins d'analyses et des mesures de débit sera installé immédiatement en amont de la lagune destinée à stocker le liquide traité.

ARTICLE 4 - Des compteurs horaires à lecture directe seront placés aux fins de contrôles sur :

- le ou les surpresseurs,
- les pompes étalonnées suivantes :
 - . des 2 arrivées de lisier en amont de la cuve d'homogénéisation,
 - . celles indiquées PO3, PO4 et PO6 dans l'étude d'impact,
- un compteur visuel sur la balance destiné à peser les résidus organiques solides.

ARTICLE 5 - La totalité du lisier produit par l'exploitation sera acheminé par canalisations étanches vers l'unité de traitement installée conformément à l'étude d'impact.

ARTICLE 6 -

FLUX de POLLUTION MAXIMAL ADMISSIBLE DANS LA STATION d'EPURATION - SUR 24 HEURES	
Volume	30 m ³
MES	175 kg
N Global	1 590 kg

ARTICLE 7 - Qualité de la phase liquide traitée

FLUX MAXIMAL sur 24 HEURES	
Volume	18 m ³
MES	9 kg
N Global	13,32 kg

- Qualité des boues

	FLUX MAXIMAL SUR 24 HEURES
volume	9,4 m ³
MES	320 kg
N Global	9,4 kg

-Qualité des résidus organiques compactés

	FLUX MINIMAL SUR 24 HEURES
Poids	2600 kg
MES	1044 kg
N Global	22,10 kg

ARTICLE 8 - L'exploitant procédera à ses frais à des mesures portant sur les paramètres suivants :

- débit lisier entrant : 1 mesure/jour
- débit liquide traité : 1 mesure/jour
- débit boues biologiques produites : 1 mesure/jour
- poids des résidus organiques produits : 1 mesure/jour
- 1 bilan matières

volume	1 fois par mois
MES	
Azote organique	
Azote NH ₄	
Azote NO ₃	

Ces auto-contrôles seront consignés sur un registre et adressés mensuellement au service de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 9 - L'exploitant fera procéder, à ses frais, par un organisme agréé par l'Administration, 1 fois par semestre, à un bilan complet (prélèvements effectués sur 24 heures asservis en débit) du fonctionnement des ouvrages d'épuration portant en particulier sur :

(les débits

(les MES

(l'azote sous toutes ses formes : N organique, NH₄, NO₃.

Les prélèvements devront porter au moins sur les points suivants :

- homogénéisation : PO1
- entrée aérateur : PO3
- sortie aérateur : PO4
- sortie liquide traité : canal de comptage et lagune
- sortie boues biologiques PO6
- résidu organique compacté
- filtrat du compacteur.

Ce bilan sera adressé à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 10 - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert d'une capacité de stockage de 180 m³ et acheminés par remorque étanche vers la Société FERTIVAL (selon contrat joint à l'étude d'impact). Les sorties de résidus organiques seront consignés dans un registre (date - poids) mis à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 11 - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse bétonnée étanche de 4 500 m³.

Le liquide traité sera stocké dans une lagune étanche de 7 000 m³.

ARTICLE 12 - Les boues biologiques seront épandues en **enfouissement direct** sur les terres du plan d'épandage conformément à l'annexe jointe à l'arrêté d'autorisation. Le flux annuel ne sera pas supérieur à 3 600 m³ contenant au maximum 3 431 kg d'azote.

Un cahier d'épandage sera tenu conformément à l'annexe jointe à l'arrêté d'autorisation et mis à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 13 - Le liquide traité sera utilisé en irrigation sur les cultures de la SCEA, entre le 1er avril et le 31 juillet. 600 m³ seront utilisés sur les surfaces en herbe de M. LESNE.

Le flux maximal total ne sera pas supérieur à 6 600 m³ contenant au maximum 4 862 unités d'azote. Un cahier d'irrigation sera tenu (date, volume, parcelle) et mis à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 14 - L'épandage par aérodispersion des liquides traités est autorisé sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne soit pas être générateur de brouillards fins,
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- la pression doit être basse (2,5 Bars en sortie de buse au maximum).

ARTICLE 15 - En cas de dysfonctionnement momentané le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de la station d'épuration. L'Inspection des Installations Classées sera immédiatement prévenue.

En cas de dysfonctionnement prolongé ou arrêté, après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux seront réduits en rapport avec la surface d'épandage et la capacité maximale d'exportation des cultures présentées dans l'étude d'impact.

ARTICLE 16 - Tous les ouvrages de stockage (lisier, boues biologiques, liquide traité) devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident, notamment les fosses de 120 m³ et 1 800 m³ à réaliser en élévation dont l'étanchéité devra être garantie.

ARTICLE 17 - La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 18 - Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 19 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 20 - Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie d'HENANBIHEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de la SCEA de La Ville Poissin.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la SCEA de La Ville Poissin dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 21 - "Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 22 - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de DINAN,
Le Maire d'HENANBIHEN,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la SCEA de La Ville Poissin pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de RUCA, PLEBOULLE, LA BOUILLIE, HENANSAL, QUINTENIC, SAINT-DENOVAL, LANDEBIA, SAINT-POTAN, PLEDELIAC, pour information.

SAINT-BRIEUC, le - 3 AOUT 1993



LE PREFET
Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Philippe SABLAYROLLES